

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2022



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -131,215 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2022 s'élève à -131,215 Md€ contre -166,627 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+35,412 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 3,176 Md€, une hausse des recettes nettes de 35,216 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 2,980 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 261,413 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 18,728 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (16,646 Md€) et du programme « Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 » (1,885 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,566 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,889 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,066 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 5,706 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,755 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,147 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,026 Md€), du programme « Equipement des forces » (2,000 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,979 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2022 s'élèvent à 261,413 Md€ contre 264,589 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,176 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -19,303 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -23,206 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -4,630 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,802 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,404 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,498 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,811 Md€) et du programme « Energie, climat et après-mines » (0,719 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,237 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,120 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,051 Md€) ;

► **Mission Investir pour la France de 2030** : 2,162 Md€, principalement au titre du programme « Financement des investissements stratégiques » (1,360 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,790 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,950 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,778 Md€).

+5,601 Md€) et de la hausse des charges de la dette pour +12,925 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +12,891 Md€), des dépenses de fonctionnement pour +1,735 Md€ (écart essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +1,899 Md€ et à la mission « Economie » pour +1,752 Md€, ainsi qu'à la mission « Aide publique au développement » pour -1,229 Md€) et des dépenses de personnel pour +1,383 Md€ (hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 151,307 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,917 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,644 Md€, dont 1,819 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,760 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICGN pour 0,547 Md€) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,762 Md€, dont 0,945 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,596 Md€ ;

► **Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite** : 0,887 Md€ ;

► **Produits du domaine de l'Etat** : -0,648 Md€ (montant lié à une régularisation comptable) ;

► **IS net** : -1,318 Md€ (montant principalement lié à des R&D à hauteur de 2,985 Md€) ;

► **IR net** : -1,405 Md€ (montant essentiellement lié à des remboursements de trop perçus de PAS 2021) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,186 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -7,412 Md€, dont -4,501 Md€ au titre de la DGF et -1,026 Md€ au titre du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 172,469 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2022 s'élèvent à 172,469 Md€ contre 144,342 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+28,127 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de

recettes d'IS net pour 15,924 Md€ (en raison d'une hausse de l'IS brut de 12,256 Md€ et d'une baisse des R&D à hauteur de 3,668 Md€), ainsi que de TVA nette pour 7,675 Md€ et d'IR net pour 5,353 Md€ (hausses prévues en LFI).

Recettes non fiscales : 17,246 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2022 s'élèvent à 17,246 Md€ contre 8,188 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+9,058 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'UE à hauteur de 7,400 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -41,597 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2022 s'élèvent à -41,597 Md€ contre -40,161 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,436 Md€) s'explique par des

augmentations de PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,811 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,625 Md€.

Fonds de concours : 3,190 Md€

Les fonds de concours à fin juillet 2022 s'élèvent à 3,190 Md€ contre 3,722 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,532 Md€) s'explique

essentiellement par la contribution, en 2021, des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,109 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,599 Md€ et des recettes pour 5,099 Md€ (dont 2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, ainsi que des recettes de TF pour 1,383 Md€, essentiellement en raison de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 16,789 Md€ (essentiellement au titre du paiement de la charge d'indexation du capital et des intérêts des OAT) et des recettes pour 16,791 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 2,958 Md€ (dont 1,885 Md€ au titre du versement d'une dotation en capital au profit de la Caisse de la dette publique pour rembourser le surcroît de dette publique de l'Etat liée à la Covid-19 et 0,638 Md€ d'acquisition d'actions de la société ORANO SA auprès de la société NATIXIS) et des recettes pour 2,368 Md€ (dont 1,885 Md€ d'abondement du compte par le BG visant à doter en fonds propres la Caisse de la dette publique pour rembourser le surcroît de dette publique de l'Etat liée à la Covid-19).

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2022 s'élève à -21,109 Md€ contre -18,129 Md€ à fin juillet 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,980 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des

comptes de concours financiers de -2,534 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -2,539 Md€, essentiellement en raison d'une hausse des dépenses prévue en LFI).

Dettes financières de l'Etat au 31 juillet : 2 248,648 Md€

La dette financière est en augmentation de 75,839 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +80,670 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -11,561 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,730 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	Juillet	2022	2021 retraité		2021 exécuté
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-55 132	-131 215	-166 627	-166 637	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	55 425	261 413	264 589	264 364	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	6 647	151 307	116 091	115 856	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	-1 405	38 927	33 574	33 574	
- IS *	-1 318	30 515	14 591	14 591	
- TVA	10 917	63 875	56 200	56 188	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 353	-21 109	-18 129	-18 129	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	9 829	186 376			16
Dette financière de l'Etat	6 257	2 248 648			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Dépenses de personnel	11 673	80 226	78 843	78 913
Dépenses de fonctionnement	10 885	42 476	40 741	40 688
Charges de la dette de l'Etat	16 667	39 382	26 457	26 457
Dépenses d'investissement	2 272	10 545	10 292	10 292
Dépenses d'intervention	13 736	86 274	105 577	105 331
Dépenses d'opérations financières	192	1 463	1 686	1 689
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	55 425	261 413	264 589	264 364
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	14 530	172 469	144 342	144 106
Recettes non fiscales	1 092	17 246	8 188	8 188
Prélèvements sur recettes	-9 598	-41 597	-40 161	-40 159
Fonds de concours	623	3 190	3 722	3 722
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	6 647	151 307	116 091	115 856
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	16 245	192 905	156 252	156 015
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-48 778	-110 106	-148 499	-148 508
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-872	-14	231	231
Solde des comptes de concours financiers	-5 516	-21 195	-18 661	-18 661
Solde des comptes de commerce	32	81	277	277
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	-1 090	1 241	1 241
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 353	-21 109	-18 129	-18 129
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-55 132	-131 215	-166 627	-166 637



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2022	2021 retraité	2021 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 673	80 226	78 843	78 913
Rémunérations d'activité	6 745	46 375	45 481	45 509
Cotisations et contributions sociales	4 830	33 183	32 908	32 951
Prestations sociales et allocations diverses	98	668	453	454
AUTRES TITRES	43 753	181 187	185 747	185 451
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	10 885	42 476	40 741	40 688
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 572	20 905	18 178	18 177
Subventions pour charges de service public	6 314	21 571	22 563	22 511
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	16 667	39 382	26 457	26 457
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 667	39 382	26 457	26 457
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 272	10 545	10 292	10 292
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 968	7 983	7 977	7 977
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	305	2 562	2 315	2 315
Titre 6 - Dépenses d'intervention	13 736	86 274	105 577	105 331
Transferts aux ménages	5 706	35 104	35 587	35 215
Transferts aux entreprises	3 903	26 258	47 662	47 762
Transferts aux collectivités territoriales	1 203	7 362	6 545	6 560
Transferts aux autres collectivités	2 742	16 950	15 697	15 709
Appels en garantie	182	599	85	85
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	192	1 463	1 686	1 689
Prêts et avances	37	39	179	182
Dotations en fonds propres	153	661	788	788
Dépenses de participations financières	3	762	719	719
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	55 425	261 413	264 589	264 364



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2022		Cumul à fin juillet 2021 retraité	Cumul à fin juillet 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	331	202	2 199	1 921	1 532	1 524
Action de la France en Europe et dans le monde	100	129	1 330	1 254	901	902
Diplomatie culturelle et d'influence	207	45	646	452	423	423
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	28	223	214	208	198
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	365	360	2 618	2 532	2 291	2 291
Administration territoriale de l'Etat	204	196	1 394	1 379	1 256	1 259
Vie politique ⁽¹⁾	22	29	250	229	180	189
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	139	134	974	924	856	844
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	216	365	1 852	1 750	1 443	1 445
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	116	244	1 083	1 015	790	790
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	48	69	424	402	314	315
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	52	346	333	339	339
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 881	499	4 279	3 347	4 174	4 174
Aide économique et financière au développement	1 564	35	2 100	1 059	1 095	1 095
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	190	190	190	190	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	127	274	1 989	2 098	1 659	1 659
Restitution des "biens mal acquis" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	47	25	1 448	1 360	1 558	1 558
Liens entre la Nation et son armée ⁽³⁾	0	0	0	0	15	15
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation ⁽¹⁾	47	25	1 371	1 282	1 460	1 460
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	77	83	83
COHESION DES TERRITOIRES	445	2 802	15 980	11 123	10 535	10 549
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	240	272	1 702	1 248	1 252	1 271
Aide à l'accès au logement	0	2 404	13 004	8 940	8 529	8 529
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	97	37	559	466	364	365
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	45	28	202	147	117	112
Politique de la ville	57	57	307	272	241	241
Interventions territoriales de l'Etat	7	5	205	49	32	30
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	60	62	419	428	418	418
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	39	42	240	252	250	250
Conseil économique, social et environnemental	2	2	46	46	42	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	133	130	125	125
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
CULTURE	212	321	2 582	2 042	1 933	1 935
Patrimoines	39	72	808	536	724	722
Création	44	129	756	643	534	531
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	54	51	564	425	267	272
Soutien aux politiques du ministère de la culture	76	69	454	438	408	409
DEFENSE	4 476	5 147	33 501	31 288	30 861	30 860
Environnement et prospective de la politique de défense	145	141	1 094	1 167	1 065	1 065
Préparation et emploi des forces	899	979	7 364	6 904	6 528	6 527
Soutien de la politique de la défense	1 977	2 026	16 123	13 326	13 383	13 383
Equiperment des forces	1 455	2 000	8 920	9 891	9 885	9 885
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	63	66	541	518	464	456
Coordination du travail gouvernemental	53	51	396	377	392	392
Protection des droits et libertés	7	6	84	75	72	64
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	4	9	61	66	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	490	2 498	24 644	20 378	14 770	14 771
Infrastructures et services de transports	207	486	7 764	4 891	4 763	4 763
Affaires maritimes	19	12	143	102	84	85
Paysages, eau et biodiversité	13	31	168	137	130	129
Expertise, information géographique et météorologie	2	138	424	421	429	429
Prévention des risques	31	40	757	493	427	427
Energie, climat et après-mines	771	719	3 092	2 791	1 541	1 541
Service public de l'énergie	-791	811	10 155	9 404	5 297	5 297
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	216	239	1 741	1 740	1 734	1 735
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	22	22	399	399	365	365



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2022		Cumul à fin juillet 2021 retraité	Cumul à fin juillet 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ECONOMIE	85	302	3 447	3 530	1 527	1 529
Développement des entreprises et régulations	34	48	1 129	1 008	800	801
Plan "France Très haut débit"	0	200	0	200	150	150
Statistiques et études économiques	34	38	260	266	240	240
Stratégies économiques	16	16	309	309	338	338
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	1 748	1 748	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	181 828	18 728	204 711	41 676	26 383	26 383
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	16 646	16 646	38 982	38 982	26 092	26 092
Appels en garantie de l'Etat	182	182	688	688	159	159
Epargne	0	15	41	41	52	52
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽²⁾	165 000	1 885	165 000	1 885	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 441	6 566	46 634	46 439	45 402	45 402
Enseignement scolaire public du premier degré	2 068	2 066	14 092	14 089	13 760	13 760
Enseignement scolaire public du second degré	2 890	2 889	20 297	20 288	19 929	19 932
Vie de l'élève	553	614	4 796	4 747	4 458	4 457
Enseignement privé du premier et du second degrés	607	666	4 912	4 896	4 808	4 808
Soutien de la politique de l'éducation nationale	233	240	1 603	1 484	1 558	1 559
Enseignement technique agricole	90	91	933	935	889	885
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	804	819	5 905	5 729	5 732	5 774
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	614	619	4 446	4 332	4 349	4 343
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	58	69	537	497	493	533
Facilitation et sécurisation des échanges	133	131	923	900	889	897
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	267	274	1 322	1 106	922	922
Immigration et asile	245	252	1 083	894	734	734
Intégration et accès à la nationalité française	21	22	239	212	188	188
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 ⁽¹⁾	590	2 162	16 130	2 844	2 455	2 450
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	100	0	195	210	210
Valorisation de la recherche	0	204	0	441	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	50	213	50	333	595	595
Financement des investissements stratégiques	540	1 360	14 560	1 410	750	750
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	285	1 520	465	371	366
JUSTICE	860	931	8 347	6 096	5 665	5 665
Justice judiciaire	282	293	2 404	2 289	2 177	2 177
Administration pénitentiaire	381	436	4 487	2 505	2 262	2 263
Protection judiciaire de la jeunesse	70	80	613	534	503	503
Accès au droit et à la justice	78	79	469	465	424	424
Conduite et pilotage de la politique de la justice	48	43	372	302	297	295
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	24	38	455	352	363	366
Presse et médias	22	32	162	164	153	153
Livre et industries culturelles	2	6	293	189	210	212
OUTRE-MER	133	66	1 940	1 461	1 526	1 526
Emploi outre-mer	25	28	1 461	1 152	1 253	1 253
Conditions de vie outre-mer	109	38	479	308	272	272
PLAN DE RELANCE	251	1 283	2 615	5 615	10 471	10 471
Écologie	122	922	1 347	2 417	1 811	1 811
Compétitivité	55	161	687	1 155	1 798	1 798
Cohésion	74	200	581	2 044	6 863	6 863
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	79	83	1 947	1 975	25 953	25 953
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	95	100	2 218	2 218
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	1	1	1 748	1 762	22 851	22 851
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	78	78	78	78	622	622
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	4	26	35	262	262
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 048	1 048	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	552	552	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2022		Cumul à fin juillet 2021 retraité	Cumul à fin juillet 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 349	5 706	27 333	20 565	21 052	21 058
Formations supérieures et recherche universitaire	188	4 755	13 678	11 746	11 415	11 411
Vie étudiante	116	114	2 425	1 771	1 851	1 851
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 001	461	7 319	3 772	4 527	4 519
Recherche spatiale	1	18	1 583	1 176	1 137	1 157
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	7	234	1 510	1 478	1 465	1 465
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	12	102	607	426	433	433
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	21	212	196	224	223
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	433	5 559	3 948	3 998	3 998
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	341	3 794	2 735	2 690	2 690
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	735	469	540	540
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	743	768	768
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	449	224	3 524	2 780	2 589	2 593
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	448	222	3 392	2 636	2 446	2 450
Concours spécifiques et administration	1	2	132	144	143	143
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	19 997	20 013	82 719	82 724	87 269	87 269
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	19 731	19 747	79 942	79 947	83 150	83 150
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	266	266	2 777	2 777	4 119	4 119
SANTE	14	18	1 348	1 104	1 024	1 025
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	11	305	254	227	227
Protection maladie	8	8	1 043	850	797	797
SECURITES	1 986	1 790	13 156	12 548	12 115	12 115
Police nationale	997	950	6 780	6 663	6 352	6 353
Gendarmerie nationale	790	778	5 866	5 500	5 371	5 371
Sécurité et éducation routières	4	3	31	19	16	16
Sécurité civile	196	59	478	366	375	375
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	165	2 237	26 660	17 190	16 969	16 534
Inclusion sociale et protection des personnes	101	1 051	12 261	8 433	8 360	7 919
Handicap et dépendance	3	1 120	13 165	7 719	7 795	7 796
Egalité entre les femmes et les hommes	6	5	21	18	20	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	54	62	1 014	820	795	800
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	200	200	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	34	164	1 135	955	852	852
Sport	9	19	369	344	379	379
Jeunesse et vie associative	25	145	622	412	323	324
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	144	200	149	149
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	48	116	402	352	250	210
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	9	45	102	110	35	35
Transformation publique ⁽¹⁾	13	32	62	76	78	70
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	1	1	3	3	6	6
Fonction publique	22	35	214	141	109	98
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques ⁽²⁾	4	4	21	21	21	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 102	1 138	10 973	7 413	8 370	8 565
Accès et retour à l'emploi	582	636	4 693	4 214	3 798	3 812
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	453	438	5 855	2 761	4 115	4 305
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	10	4	42	59	66	66
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	60	382	379	391	382
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	225 093	75 439	557 369	344 137	351 858	351 633
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	205 096	55 425	474 650	261 413	264 589	264 364

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2022

⁽²⁾ Création en LFI 2022

⁽³⁾ Suppression en LFI 2022



	Mois	Cumul à fin juillet		
		2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.	Juillet			
Impôt sur le Revenu (A)	8 298	54 882	50 894	50 894
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	234	1 163	1 160	1 136
Impôt sur les sociétés (C)	1 718	49 554	36 936	36 936
Impôt sur les sociétés	1 667	48 310	36 054	36 054
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	51	995	604	604
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	249	279	279
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 762	11 301	13 159	13 130
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	133	645	663	663
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	374	2 947	3 068	3 068
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	85	393	411	411
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	5	99	73	73
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	3	3
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	21	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	21	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	71	57	57
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	12	195	184	184
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	945	5 024	4 391	4 391
Taxe sur les services numériques	0	359	221	221
Taxe d'habitation sur les résidences principales	137	929	2 124	2 124
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	16	102	915	915
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	40	490	410	381
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 772	10 917	11 287	11 151
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 115	104 292	94 593	94 580
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 644	23 084	23 582	23 547
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	88	490	284	284
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	25	129	105	105
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	39	65	30



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Mois	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.	Juillet			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	321	1 802	2 205	2 205
Mutations à titre gratuit par décès	1 498	8 467	8 191	8 191
Contribution de sécurité immobilière	87	532	509	509
Autres conventions et actes civils	56	281	247	247
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	58	345	361	361
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	26	262	229	229
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	91	124	124
Timbre unique	50	218	134	134
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	58	329	361	361
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	760	5 073	6 585	6 585
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	3	27	25	25
Taxe générale sur les activités polluantes	3	95	38	38
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	43	21	21
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	157	11	11
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	29	30	30
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	24	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	248	1 505	1 415	1 415
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	83	461	118	118
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	30	218	207	207
Prélèvement sur les paris sportifs	66	450	523	523
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	57	61	61
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	106	966	717	717
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	40	413	408	408
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 543	255 193	231 611	231 375
TOTAL GENERAL (net de R&D)	14 530	172 469	144 342	144 106



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	280	4 165	3 101	3 101
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 764	1 803	1 803
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	280	1 283	607	607
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1 118	690	690
Produits du domaine de l'Etat (B)	-648	511	534	534
Revenus du domaine public non militaire	-659	186	120	120
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	7	187	179	179
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	134	232	232
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	335	1 633	1 237	1 237
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	56	291	197	197
Autres frais d'assiette et de recouvrement	100	652	614	614
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	26	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	2	2
Autres recettes diverses	178	661	420	420
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	23	366	274	274
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	22	22	22
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	2	5	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	3	262	153	153
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	11	54	74	74
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	16	11	11



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	887	1 621	953	953
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	316	392	356	356
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	234	151	151
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	4	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	565	924	381	381
Frais de poursuite	1	7	7	7
Frais de justice et d'instance	1	6	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	8	1	1
Divers (F)	215	8 950	2 088	2 088
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	148	506	261	261
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	108	17	17
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	8	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	2	16	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	9	79	79	79
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	19	34	34
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	16	17	17
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	203	414	414
Produits divers	-1	3	982	982
Autres produits divers	20	233	248	248
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 092	17 246	8 188	8 188



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-7 412	-26 297	-25 486	-25 484
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 501	-16 588	-16 698	-16 681
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-1	-8	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 026	-3 836	-2 313	-2 313
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-230	-531	-2 460	-2 460
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-35	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	16	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-263	-299	-276	-276
Dotations régionale d'équipement scolaire	-462	-494	-441	-441
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-1 684	-1 693	-1 693
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-111	-294	-349	-349
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-10	1	-13	-13
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-62	-62	-62
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-46	-246	-265	-265
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-54	-46	-46
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-53	-53	-53
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	284	-5	-5
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-493	-2 370	-823	-823
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 186	-15 300	-14 675	-14 675
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-9 598	-41 597	-40 161	-40 159
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	527	2 872	3 453	3 453
Fonds de concours - coopération internationale	97	318	269	269
TOTAL FONDS DE CONCOURS	623	3 190	3 722	3 722



	Mois de juillet					Cumul à fin juillet					
	Dépenses		Dépenses			Recettes			Soldes		
	Dépenses	Recettes	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
Comptes d'affectation spéciale	8 862	7 990	42 393	39 914	39 914	42 379	40 146	40 146	-14	231	231
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	389	154	553	452	452	1 020	1 011	1 011	467	559	559
Développement agricole et rural	13	3	32	54	54	119	115	115	87	60	60
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	21	31	176	120	120	219	219	219	43	99	99
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	23	13	153	201	201	166	189	189	13	-11	-11
Participation de la France au désendettement de la Grèce	99	0	133	209	209	0	133	133	-133	-77	-77
Participations financières de l'Etat	2 958	2 368	6 245	4 180	4 180	5 349	2 896	2 896	-896	-1 284	-1 284
Pensions	5 361	5 421	35 100	34 698	34 698	35 505	35 583	35 583	405	884	884
Comptes de concours financiers	11 054	5 539	70 209	68 408	68 408	49 014	49 746	49 746	-21 195	-18 661	-18 661
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	45	7	1 491	2 478	2 478	741	790	790	-750	-1 687	-1 687
Avances à l'audiovisuel public	308	182	2 159	2 169	2 169	1 349	879	879	-810	-1 290	-1 290
Avances aux collectivités territoriales	10 599	5 099	65 063	62 828	62 828	46 031	46 335	46 335	-19 032	-16 493	-16 493
Prêts à des Etats étrangers	45	193	618	343	343	648	1 237	1 237	30	893	893
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	57	57	879	589	589	245	506	506	-633	-84	-84
Comptes de commerce	16 947	16 979	43 641	30 435	30 435	43 722	30 713	30 713	81	277	277
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	98	41	580	399	399	510	406	406	-69	7	7
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	17	112	105	105	109	103	103	-3	-3	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	5	5	1 695	1 879	1 879	1 695	1 879	1 879	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	29	21	340	340	340	462	429	429	122	89	89
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 789	16 791	40 253	27 412	27 412	40 253	27 413	27 413	-1	1	1
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	6	2	2	5	6	6	-1	3	3
Opérations commerciales des domaines	6	6	32	29	29	61	53	53	29	23	23
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	19	15	15	12	18	18	-7	2	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	0	95	604	253	253	616	407	407	12	154	154
Comptes d'opérations monétaires	16	17	2 177	576	576	1 087	1 817	1 817	-1 090	1 241	1 241
Emission des monnaies métalliques	0	1	75	60	60	93	95	95	18	35	35
Opérations avec le Fonds Monétaire International	16	14	2 098	500	500	989	1 717	1 717	-1 109	1 217	1 217
Pertes et bénéfices de change	0	2	4	16	16	5	5	5	1	-11	-11
TOTAL COMPTES SPECIAUX	36 880	30 525	158 420	139 334	139 334	136 202	122 422	122 422	-22 218	-16 912	-16 912
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	36 864	30 511	156 322	138 834	138 834	135 213	120 705	120 705	-21 109	-18 129	-18 129



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-50	240
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	17	1	18
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	492	4 263
		Total organismes à caractère financier	4 077	444	4 520
	CEPL	Régions	5 471	1 014	6 485
		Départements	10 159	3 033	13 191
		Communes	29 107	2 259	31 366
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	1 062	20 054
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-124	2 242
		Autres	9 903	326	10 229
		Total CEPL	75 996	7 570	83 566
		Etablissements publics de santé	8 128	917	9 045
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-7 558	20 531
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	1 535	25 524
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	3 514	8 285
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-515	1 659
		Total établissements publics nationaux	59 022	-3 023	55 999
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 453	1 611	12 064
		Union européenne	4 042	2 566	6 608
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	106	5 905	
	GIP	1 616	429	2 045	
	EPL	2 662	1 125	3 787	
	Autres correspondants	2 997	-221	2 777	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 096	1 419	14 514	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	174 815	11 502	186 317	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	12	59	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	47	12	59	
Total Passif (A)			174 862	11 514	186 376
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			174 861	11 515	186 376



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2022
Titres négociables (A)	2 145 136	69 109	2 214 245
Titres négociables à moyen et long terme	1 989 757	80 670	2 070 427
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	80 670	2 070 427
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	82 910	1 836 306
- <i>taux variable</i>	208 430	-41	208 389
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	155 379	-11 561	143 818
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-11 561	143 818
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	27 673	6 730	34 402
TOTAL (A+B+C)	2 172 809	75 839	2 248 648



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.